

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

INSTRUCTION N° 74-92 - B 1
du 20 juin 1974

CLASSEMENT

B 1

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C. 3 - S. E. 2

Numéro dans les séries spéciales :
2667 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

CONTROLE DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'EQUIPEMENT
REMUNERES SUR CREDITS DE TRAVAUX

ANALYSE :

Nouvelles précisions relatives aux modalités de contrôle des agents non titulaires administratifs et techniques de bureau des niveaux A, B, C et D, relevant du ministère de l'Equipement et rémunérés sur crédits de travaux.

DOCUMENTS A ANNOTER :

Instruction n° 73-27 - B 1 du 20 février 1973.

Instruction n° 73-60 - B 1 du 13 avril 1973.

Instruction n° 73-113 - B 1 du 7 août 1973.

Instruction n° 74-25 - B 1 du 12 février 1974.

Dans le cadre des décisions intervenues entre le ministère de l'Equipement et le département, les différentes instructions susvisées ont porté à la connaissance des comptables intéressés les modalités selon lesquelles devait s'effectuer le contrôle des effectifs des personnels non titulaires de l'Equipement rémunérés sur crédits de travaux.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

51

RGP

PGT

TPG

DOM

F - 371/74.

INSTRUCTION
N° 74-92-B 1
du
20 juin 1974.

L'attention a été, depuis lors, appelée sur un certain nombre de difficultés d'application ainsi que sur les divergences d'interprétation des directives diffusées.

Aussi, le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports vient-il, par circulaire PO/ST.2 du 6 mai 1974, de donner de nouvelles précisions à ce sujet.

MM. les trésoriers-payeurs généraux sont invités à faire application, en ce qui les concerne, des dispositions de cette circulaire qui a reçu l'accord du département et dont le texte est publié ci-après en annexe.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur.

JEAN BOUGLE.

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE,
DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT
ET DU TOURISME

ANNEXE
à l'instruction n° 74-92 - B 1
du 20 juin 1974.

INSTRUCTION N° 74-92 - B 1 du 20 juin 1974.
--

DIRECTION DU PERSONNEL
ET DE L'ORGANISATION DES SERVICES

Bureau de la Politique,
du Personnel
et de la Modernisation.

Paris, le 6 mai 1974.

PO/ST. 2
Postes 6263 et 6240.

LE MINISTRE D'ÉTAT,
MINISTRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS,

à

MESSIEURS LES DIRECTEURS ET CHEFS DE SERVICE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE (pour information),
MESSIEURS LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX CHARGÉS D'UNE CIRCONSCRIPTION D'INSPECTION TERRITORIALE, SERVICES ORDINAIRES ET SERVICES SPÉCIALISÉS (pour information).
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE TECHNIQUE CENTRAL DES P. M. ET V. N.,
MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE DES PHARES ET BALISES,
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE D'ÉTUDES TECHNIQUES DES ROUTES ET AUTOROUTES,
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE TECHNIQUE DES BASES AÉRIENNES,
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE DES TRAVAUX IMMOBILIERS AÉRONAUTIQUES DE LA RÉGION PARISIENNE,
MESSIEURS LES CHEFS DE SERVICES RÉGIONAUX DE L'ÉQUIPEMENT, S/C DE MESSIEURS LES PRÉFETS DE RÉGION,
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉQUIPEMENT, S/C DE MESSIEURS LES PRÉFETS,
MESSIEURS LES DIRECTEURS DE PORT AUTONOME, CHEFS D'UN SERVICE MARITIME OU DE NAVIGATION,
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES DE NAVIGATION,
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES MARITIMES DE BOULOGNE ET CALAIS ET DU LANGUEDOC-ROUSSILLON,
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES SPÉCIAUX DES BASES AÉRIENNES,
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES,
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE DES T. P. E.,
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DES TECHNICIENS DES T. P. E.,
MESSIEURS LES CHEFS DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE,
MONSIEUR LE CHEF DU CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DE MONTPELLIER,
MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE DE CONTRÔLE DES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES D'AUTOROUTES.

OBJET : Contrôle et gestion des emplois d'agents non titulaires Administratifs et Techniques de bureau des niveaux A, B, C et D.

Référence : Circulaire du 14 janvier 1974 portant notification des emplois autorisés d'agents non titulaires de bureau au titre de l'exercice 1974.

Depuis la mise en application des prescriptions de ma circulaire visée en référence, certains d'entre vous ont attiré mon attention sur quelques difficultés dues parfois à des divergences d'interprétation sur les dispositions arrêtées mais plus souvent à un manque de précisions de ladite circulaire.

INSTRUCTION**N° 74-92 - B 1****du****20 juin 1974.**

— 4 —

La présente circulaire a pour objet de vous faire connaître les solutions qu'il convient d'adopter pour régler ces différents problèmes qui ont d'ailleurs pu, dans de nombreux cas, être résolus au plan local par l'ordonnateur secondaire et le TPG/CFL, sans intervention de l'Administration centrale et du contrôleur financier central.

Ces problèmes me semblent pouvoir être examinés sous trois rubriques. La première regroupe les nouvelles difficultés de gestion des personnels dues à la classification rigoureuse des emplois notifiés. La seconde ressortit au financement des rémunérations desdits agents. La troisième enfin traite de dispositions déjà connues de vous mais qu'il m'apparaît utile de préciser.

I. — CORRESPONDANCE ENTRE LES EMPLOIS NOTIFIÉS ET LES AGENTS EN FONCTION

Au plan des emplois, la fiche de notification comporte une double classification : par niveaux d'emplois tout d'abord, puis au sein de chaque niveau elle consacre une distinction entre emplois Administratifs et Techniques.

Je vous informe que pour un emploi vacant d'un niveau donné vous avez la possibilité de recruter soit un agent de qualification administrative, soit un agent de qualification technique. Mais s'agissant des quatre niveaux d'emplois il convient de bien distinguer les niveaux A et B d'une part et C et D d'autre part :

- les emplois de niveaux C et D sont soumis à un contrôle global. Aussi l'absence d'emploi vacant en niveau C ne doit pas empêcher la promotion d'un agent de niveau D prise en application du règlement local ;
- par contre pour les niveaux A et B, la promotion d'un agent de niveau C en B ou celle d'un agent de niveau B en A suppose l'existence d'un emploi vacant dans le niveau d'accueil.

Si vous ne disposez pas d'emploi vacant, la promotion est impossible sauf si vous obtenez de la Direction du personnel et de l'Organisation des services une modification de votre fiche d'effectifs autorisés par transformation ou création d'emploi.

Je précise d'autre part que le recrutement d'agents auxiliaires à titre temporaire n'est possible que si vous disposez des emplois vacants correspondants.

II. — IMPUTATION DES RÉMUNÉRATIONS DES AGENTS NON TITULAIRES DE BUREAU

Je vous rappelle (cf. IV-1 de la circulaire du 14 janvier 1974) que la classification des emplois selon qu'ils sont imputés sur crédit de l'Etat ou du département ne peut être remise en cause au plan local au cours de l'année 1974. Il vous est donc interdit de décider, même temporairement, un transfert sur crédits de travaux du département de la charge salariale correspondant aux quasi-emplois Etat qui vous ont été notifiés. Aussi, en cas d'insuffisance de crédits, vous devez adresser aux directions techniques (D. R. C. R. et D. P. M. V. N. notamment), avec photocopie à la D. P. O. S., des demandes de délégation de crédits supplémentaires.

Pour la gestion 1975, il pourra être décidé des ajustements limités en ce qui concerne le transfert d'imputation des emplois des crédits Etat vers les crédits départementaux et réciproquement. Vos demandes devront m'être transmises au cours du dernier trimestre 1974 après que vous ayez procédé à une étude prévisionnelle sur vos disponibilités en crédits au titre de l'année 1975 qui devrait vous permettre de déterminer la quote-part respective des emplois s'imputant sur les crédits de l'Etat et du département.

III. — RAPPEL DE CERTAINES DISPOSITIONS

- Afin d'éviter la poursuite de certains errements, je vous demande de relire attentivement la circulaire du 14 janvier, la décision de répartition et l'avis du C. F. C. Je vous rappelle notamment que les agents recensés au tableau IV de l'état de notification ont été exclus de la décision du 14 janvier puisqu'ils ne sont pas soumis à contrôle. Mais vous devez à l'occasion des recensements prévus au 30 juin et au 31 décembre de chaque année me faire connaître les moyens dont vous disposez à ce titre.
- En ce qui concerne les agents recrutés sur la base d'un contrat de travail pour une mission individuelle à temps complet prévu au paragraphe 32 de la circulaire 1800 — D. A. F. U. — ils sont soumis à contrôle et figurent sur la fiche

de notification au tableau III, lignes 12 et 14. J'attire d'ailleurs votre attention sur le fait qu'ils ne peuvent être classés qu'en niveau A. En conséquence, il convient de poursuivre la régularisation de la situation des agents de niveaux B et C qui dérogent aux prescriptions de ladite circulaire en prenant l'attache du bureau AF/UR.2 au service de l'urbanisme de la D. A. F. U. ainsi que celle du bureau PO/ST.2 à la Direction du personnel et de l'Organisation des services. Les agents de niveau C seront reclassés dans le tableau I de la fiche de notification. Le cas des agents de niveau B sera examiné conjointement par les deux bureaux précités pour savoir si certains d'entre eux peuvent être reclassés en niveau A, dans le cas contraire ils devront être comptabilisés dans le tableau I de la fiche de notification.

S'agissant des demandes de recrutement supplémentaires pour cette catégorie d'agents, je vous confirme que vous devez vous adresser au bureau PO/ST.2 pour obtenir la création des emplois correspondants. Vous devez en outre préciser si ces recrutements envisagés impliquent une délégation de crédits supplémentaires sur le chapitre 55-41, le bureau PO/ST.2 se chargeant de transmettre votre demande au bureau AF/UR.2 de la D. A. F. U.

- Pour ce qui est du cas particulier des personnels en fonction dans les O. R. E. A. M. dont la gestion incombe aux services régionaux de l'Équipement les effectifs notifiés le 14 janvier 1974 par la D. P. O. S. fondés sur les recensements effectués en 1973 ne correspondent pas aux effectifs autorisés par la D. A. F. U. en 1973 lors de l'approbation des budgets desdits organismes. Plutôt que de procéder à des rectificatifs tardifs, il a été jugé préférable que la D. P. O. S. attende que leurs budgets 1974 soient arrêtés par la D. A. T. A. R., la D. A. F. U. et la Direction du budget pour procéder à une nouvelle notification de leurs effectifs autorisés.

Dès que ces budgets 1974 seront arrêtés, la D. P. O. S. notifiera aux S. R. E. concernés une fiche d'effectifs autorisés particulière pour chaque O. R. E. A. M. qui distinguera un effectif « cadres » et un effectif « non cadres » suivant la classification budgétaire en vigueur. Dans la limite de l'effectif autorisé de cadres l'ordonnateur secondaire pourra indifféremment recruter des agents de niveau A ou B ; dans la limite des effectifs autorisés en personnels non cadres, il pourra recruter des agents de niveaux C ou D.

- Sur un plan général, je vous demande de bien vouloir continuer à formuler vos demandes d'augmentation ou de transformation d'emplois d'agents non titulaires de bureau en portant sur une fiche de notification vierge les seuls ajustements sollicités afin d'accélérer l'instruction de vos nombreuses demandes.

A cet égard, je tiens à vous informer que les plafonds d'effectifs fixés au plan national ne me laissent qu'une très faible possibilité pour instruire favorablement vos demandes.

*
**

Pour tout renseignement complémentaire, vous voudrez bien vous adresser aux deux numéros d'appel figurant sous le présent timbre.

Pour le Ministre et par délégation,

*Le Directeur du Personnel
et de l'Organisation des Services :*

JEAN COSTET.

AVIS DU CONTROLEUR FINANCIER

— Les dispositions de la présente instruction sont approuvées par le Contrôle financier en tant qu'interprétatives des dispositions de la circulaire visée sous le n° 4175 du 14 janvier 1974.

— Visa n 1530.

*Le Conseiller référendaire
à la Cour des comptes
Contrôleur financier.*

Signé : CAUSSIN.